

Révolution industrielle

Claire Lemerrier

► **To cite this version:**

Claire Lemerrier. Révolution industrielle. Christian Delacroix; Francois Dosse; Patrick Garcia; Nicolas Offenstadt. Historiographies. Concepts et débats, Éditions Gallimard, pp.1214 - 1222, 2010, 9782070439270. hal-01693482

HAL Id: hal-01693482

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01693482>

Submitted on 26 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Révolution industrielle

« L'opposition entre « pays industrialisés » et « Tiers Monde », caractéristique majeure du monde contemporain, est une conséquence de la révolution industrielle dont la première phase se déroule en Angleterre dans le dernier tiers du XVIII^e siècle. » Ainsi s'ouvre l'article « Révolution industrielle » de l'*Encyclopædia Universalis*, dû à Jean-Charles Asselain (professeur de sciences économiques) : le débat historiographique traverse les deux disciplines – l'histoire et les sciences économiques. La citation renvoie aux questions des Trente glorieuses sur le développement, qui ont stimulé l'intérêt pour les industrialisations anciennes. Dans le contexte de la *world history*, il s'agit plutôt aujourd'hui de revenir sur les raisons de l'exceptionnalité européenne ou d'insister sur le rôle joué par le reste du monde. L'intérêt marqué pour la Chine et pour l'esclavage marquent le poids des questionnements économiques et politiques contemporains ; mais les mêmes thèmes demeurent : pourquoi l'Angleterre, et pourquoi à ce moment ? Avec leur corollaire : tout a-t-il vraiment commencé dans le Lancashire des années 1760 ? Dans ses différentes déclinaisons – dénonciation de la « révolution industrielle » comme un mythe, recherche de racines plus anciennes, interrogations sur les modèles nationaux ou les modes alternatifs d'industrialisation –, la question n'est pas inédite. Toutefois, de nouvelles sources et méthodes de traitement, l'intérêt pour des objets ou des échelles différents ont, depuis les années 1980, alimenté le débat.

Révolution ?

Si des emplois isolés peuvent être trouvés auparavant, on attribue généralement la paternité de l'expression « révolution industrielle » à Friedrich Engels (1845), puis à l'historien et réformateur social anglais Arnold Toynbee (1884). Tous deux décrivent un changement qualitatif majeur qui touche autant les rapports sociaux et les régulations politiques que le volume ou les techniques de la production. Les ouvrages de référence qui suivent, notamment ceux de Paul Mantoux (*La Révolution industrielle au XVIII^e siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre*, 1906) et de T. S. Ashton (*The Industrial Revolution 1760-1830*, 1948) conservent ce point de vue général, tout en centrant l'attention sur une « grappe » d'innovations techniques décisives (concernant les machines à vapeur, la sidérurgie et surtout l'industrie cotonnière), sur le rôle des nouvelles formes de mobilisation des capitaux, des transports et sur la naissance de l'usine (mécanisation, concentration de la main d'œuvre et discipline). Ces bases constituent le « grand récit » que l'on peut aujourd'hui compléter et amender.

Cependant, entre-temps, est née l'économétrie rétrospective qui a proposé une définition assez différente du phénomène lui-même. En 1960, l'économiste américain W. W. Rostow propose, dans *Les étapes de la croissance économique*, une description en cinq stades de l'histoire des économies développées. C'est le troisième, le *take-off* (décollage) qui connaît la plus grande fortune historiographique. Rostow fait l'hypothèse qu'il se caractérise par une augmentation très importante du taux d'investissement net ; le repérage de ce moment dans les séries statistiques rétrospectives qui commencent précisément à être publiées au début des années 1960, du moins pour la Grande-Bretagne et la France (cf. Jean-Charles Asselain, « Le projet français d'histoire économique quantitative : ambitions et résultats », *Économies et sociétés*, 2007), devient un enjeu. Quelques années après la naissance de la comptabilité nationale, ses concepts sont donc mobilisés pour mesurer la révolution industrielle. Depuis, de nouvelles données ont été régulièrement exploitées par ce programme « cliométrique » développé à l'échelle mondiale ; les méthodes de traitement se sont également affinées. Mais, que l'on cherche une flambée de croissance, de production industrielle ou d'investissement, les résultats ont été plutôt décevants, y compris pour la Grande-Bretagne (Nicholas Crafts, *British Economic Growth during the Industrial Revolution*, 1985).

Plusieurs attitudes sont possibles face à ces résultats. En France, un certain scepticisme a toujours

Version préliminaire de Claire Lemerrier, « Révolution industrielle », in Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (dir.) *Historiographies. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, tome II, p. 1214-1222.

existé face à des reconstructions fondées souvent sur des sources peu représentatives et des hypothèses héroïques ; les historiens, en tout cas, ne pratiquent plus guère ce type d'histoire quantitative. À l'autre extrême, certains économistes en sont venus à contester le terme de « révolution » industrielle sur la base des chiffres montrant des évolutions graduelles. En réaction, deux spécialistes déjà reconnues d'histoire industrielle (économique mais aussi sociale), Maxine Berg et Pat Hudson, publient en 1992 un article intitulé « Rehabilitating the Industrial Revolution » (*Economic History Review*). Elles soulignent qu'il ne faut pas confondre « croissance » et « changement » et que ce dernier fut radical (en particulier en matière de travail des femmes et des enfants, ou de spécialisation régionale), perçu par les contemporains et mérite encore des investigations.

En effet, les quelques discussions d'un « mythe » de la révolution industrielle n'empêchent pas que le terme subsiste, non seulement comme indication plus ou moins vague d'une période ou d'un arrière-plan dans les titres de livres ou d'articles, mais aussi comme objet d'interrogations. L'approche économétrique elle-même se renouvelle sur d'autres objets que les agrégats de la comptabilité nationale, comme la mesure de l'intégration des marchés locaux ou nationaux. L'anthropométrie (mesure de caractéristiques physiques témoignant des conditions de vie), débarrassée de ses relents racistes, a permis, en particulier sous l'impulsion de John Komlos, de renouveler les questionnements sur les conséquences sociales de l'industrialisation, en soulignant en général que ses premières décennies s'accompagnent d'une baisse des statures. Ces données complètent celles sur les salaires, nominaux ou réels, dont l'interprétation se heurte entre autres à des interrogations sur le temps de travail. Y a-t-il eu, avant ou au début de la révolution industrielle, une « révolution industrielle » ? Sur la base de sources originales (en particulier des témoignages en justice), Hans Joachim Voth, en particulier, défend cette thèse (*Time and Work in England, 1750-1830*, 2001). Jan de Vries également, inventeur de l'expression, qui désigne ainsi, outre une préférence pour la consommation par rapport au loisir, un arbitrage en faveur du marché contre la production et la consommation domestiques, ensuite remis en cause dans la période fordiste par le modèle du *male breadwinner* (« The Industrial Revolution and the Industrious Revolution », *Journal of Economic History*, 1994).

Industrielle ?

Si les chiffres peuvent ainsi contribuer à l'histoire sociale de la révolution industrielle, des approches plus qualitatives ont, elles, amené à relativiser la place de l'industrie, et surtout des industries tôt modernisées, dans les économies d'avant le XX^e siècle. L'image de la division du travail, de l'usine et du salariat héritée de Smith et de Marx a été remise en question depuis les années 1980. En lien avec des travaux sur les « districts industriels » d'aujourd'hui, l'idée de voies alternatives d'industrialisation, en particulier fondées sur la « spécialisation flexible » de petits producteurs, a été abondamment explorée (Charles F. Sabel and Jonathan Zeitlin (eds.), *World of Possibilities: Flexibility and Mass Production in Western Industrialization*, 1997) : il s'agit là explicitement de chercher dans des exemples historiques les chemins du post-fordisme. Le spécialiste de gestion Philippe Lefebvre a souligné dans *L'Invention de la grande entreprise. Travail, hiérarchie, marché. France, fin XVIII^e-début XX^e siècle* (2003) qu'un réel contrôle des ouvriers par des contremaîtres n'avait été mis en place qu'à la fin du XIX^e siècle : auparavant, l'usine était souvent une juxtaposition d'ateliers. Les rencontres entre histoire du droit et histoire économique montrent aussi que le contrat de travail tel que nous l'entendons ne naît qu'au début du XX^e siècle : auparavant, le salariat reste diversement calqué selon les pays sur le statut de domestique ou l'échange commercial (Simon Deakin et Frank Wilkinson, *The Law of the Labour Market. Industrialization, Employment, and Legal Evolution*, 2005).

Ces travaux déplacent donc vers l'époque souvent appelée « deuxième révolution industrielle » des

traits classiquement associés à la première : il faut prendre en compte le temps de diffusion à partir des secteurs, régions, ou usines pionniers. Il en va de même pour la naissance d'une réelle « science appliquée », avec ses laboratoires industriels. L'existence de liens entre science et technologie continue à être vue comme une caractéristique de la révolution industrielle, voire comme une des spécificités préalables de l'Europe propres à expliquer son destin exceptionnel (Joel Mokyr, *The Gifts of Athena Historical Origins of the Knowledge Economy*, 2002) ; pour autant, il n'est pas question d'applications directes et délibérées d'une science pure (pas plus d'ailleurs que d'innovations purement artisanales), mais d'institutions, de sociabilités (avec les sociétés savantes par exemple), voire d'interventions étatiques facilitant les contacts entre savants et industriels – et d'un développement précoce et spécifiquement britannique de la mécanique. L'espionnage industriel, la circulation internationale des techniciens, la naissance de la presse technique sont aussi l'objet d'investigations renouvelées.

Si l'histoire des sciences et des techniques continue donc à explorer les relations entre révolution scientifique et révolution industrielle, le fait de rechercher en priorité les causes de cette dernière du côté de la technologie, et même plus généralement de l'offre, a été amplement remis en cause ces dernières décennies. Si le débat offre *vs.* demande, posé ainsi, peut paraître quelque peu stérile, l'histoire de la consommation a, en tout cas, établi, sur la base de sources nouvelles comme les inventaires après décès, des résultats importants qui ont pu faire parler de *consumer revolution* (Neil McKendrick, John Brewer, J. H. Plumb, *The Birth of a Consumer Society*, 1985). Loin de seulement réagir à une baisse des prix, la demande, l'évolution des goûts et de leurs enjeux sociaux ont pu être premières. Le commerce international, fournissant à la fois coton, esclaves, marchés de consommation, en particulier en Amérique du Nord, et occasions de développements financiers, a vu son rôle réévalué, en particulier par Patrick Verley, Joseph Inikori (*Africans and the Industrial Revolution in England: A Study in International Trade and Economic Development*, 2002) ou encore Guillaume Daudin (*Commerce et prospérité. La France au XVIII^e siècle*, 2005).

Alors que la recherche d'une « révolution agricole » avait été à l'ordre du jour dans les années 1960 et 1970 – Paul Bairoch y voyait la cause ultime de la révolution industrielle, en particulier –, l'accent est donc plutôt mis sur le rôle des marchands. L'étude de leur rationalité, de leur rapport aux notions de profit ou de productivité, en lien avec l'histoire de la comptabilité, est, dès lors, aussi à l'ordre du jour, en particulier en France sous l'impulsion de Pierre Gervais. Celui-ci, dans une importante étude sur le cas américain (*Les origines de la révolution industrielle aux États-Unis. Entre économie marchande et capitalisme industrielle, 1800-1850*, 2004), a remis au goût du jour la distinction établie par Fernand Braudel entre marché et capitalisme, proposant une interprétation de la révolution industrielle en termes de lutte des classes (producteurs *vs.* marchands) et de crise interne du système pré-industriel, plutôt que de recherche de la productivité pour elle-même.

Anglaise ?

Le cas français, avec à la fois des succès fondés jusqu'à la fin du XIX^e siècle sur une production de luxe et demi-luxe peu usinière et un net décrochage par rapport à la Grande-Bretagne dû largement aux marchés perdus pendant la Révolution et l'Empire, apporte de l'eau au moulin des thèses fondées sur le poids de la demande. Suite aux travaux d'Alexandre Gerschenkron, qui avait immédiatement remis en cause le modèle unique de Rostow (*Economic Backwardness in Historical Perspective*, 1962) en soulignant que chaque pays construisait sa voie propre d'industrialisation, en partie en fonction de son degré de « retard », les études dans un cadre national continuent plus généralement à fleurir, avec leurs questions sur le rôle de l'État et du droit (propriété, brevets...), y compris d'ailleurs sur l'Angleterre. Cependant, des spécificités régionales sont aussi de plus en plus mises en valeur : ainsi dans le cas des ports de la Méditerranée (Xavier Daumalin et Olivier Raveux, « Marseille (1831-1865). Une révolution industrielle entre Europe du Nord et Méditerranée ? »),

Version préliminaire de Claire Lemerrier, « Révolution industrielle », in Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (dir.) *Historiographies. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, tome II, p. 1214-1222.

Annales HSS, 2001).

Parallèlement, la *world history* (re)naissante mobilise tout particulièrement la comparaison Chine-Angleterre, parfois d'ailleurs avec le souci des régions, comme dans le livre important de Kenneth Pomeranz, *The Great Divergence: China, Europe, and the Making of the Modern World Economy* (2001). Cela peut mener, dans des livres à succès, à diverses élucubrations sur la forme des côtes ou le gène de la richesse, ou, dans les travaux plus informés de David S. Landes (*The Wealth and Poverty of Nations: Why Some Are So Rich and Some So Poor*, 1998) ou Andre Gunder Frank (*ReOrient: Global Economy in the Asian Age*, 1998), à un eurocentrisme ou un anti-eurocentrisme sans nuances. Mais les récents acquis des sinologues, qui décrivent des marchés et des techniques bien plus évolués qu'on ne le pensait, peuvent aussi utilement renouveler la réflexion sur les facteurs de la révolution industrielle, qu'il soit question de charbon, de colonies, de formes de famille ou de gouvernement.

Bibliographie

Mikuláš Teich et Roy Porter (eds.), *The Industrial Revolution in National Context. Europe and the USA*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

Patrick Verley, *La Révolution industrielle*, Paris, Gallimard, 1997.

Patrick Verley, *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'Occident*, Paris, Gallimard, 1997.